



M. le Président du Conseil Régional de Basse-Normandie,  
M. le Député-Maire de Caen,  
M. le Premier Secrétaire de la Fédération Socialiste du Calvados,  
M. le Premier Secrétaire de la Fédération Socialiste de la Manche  
M. le Premier Secrétaire de la Fédération Socialiste de l'Orne,

**A Caen, le 26 novembre 2012**

**Objet : Médiation sur le dossier de Notre-Dame-des-Landes**

Nous faisons aujourd'hui le choix de cette interpellation collective au nom de la conviction partagée qu'il nous appartient de tout mettre en œuvre, à chaque niveau de responsabilité, pour renforcer les chances de succès de l'action conduite par le Président de la République et par le Premier Ministre.

Nous mesurons chaque jour l'ampleur de la tâche.

Au delà du cumul des crises, il convient aujourd'hui d'accompagner nos concitoyens dans une véritable mutation de société qui bouleverse toutes les conventions, et recèle autant d'opportunités de changer la vie « *en mieux* » que de risques de replis de toute nature et d'aggravation des inégalités et des tensions.

Nous sommes convaincus que la gauche unie, dans sa diversité, peut relever ces défis. La réussite est rendue aujourd'hui d'autant plus nécessaire que la grave crise de la droite républicaine affaiblit la crédibilité de la démocratie.

Ce rassemblement, cette union, appellent le dialogue, toujours plus de dialogue. Notre diversité, nourrit des approches différentes, parfois des divergences. Mais le solde des dialogues que nous poursuivons, au fil des années, dans les collectivités que nous gérons ensemble, ainsi qu'entre nos mouvements, est positif.

Notre capacité à faire vivre de concert notre biodiversité et nos rassemblements, n'en doutons pas, sera un des facteurs clés qui pourront garantir la réussite de la mandature gouvernementale et législative et des rendez-vous électoraux annoncés en 2014, quelles que soient les options de tactique électorale.

Nous avons sous les yeux, de jour en jour, sur le site de Notre-Dame-des-Landes, des images qui nous éloignent de la confrontation d'idées qui devrait pourtant toujours être préférée à la confrontation physique.

Dans la Manche, au Chefresne et à Montabot en juin dernier, la diversité des habitants comme des militants associatifs et politiques qui exprimait son opposition à la construction d'une nouvelle ligne Très Haute Tension avait été réprimée par les forces de l'ordre. Nous avons interpellé des représentants de votre parti pour mettre en place une médiation d'urgence afin de nourrir les conditions d'un débat apaisé toujours plus souhaitable.

Nous revenons vers vous, partenaires de la majorité présidentielle, pour partager et appuyer cette demande de médiation concernant le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Il ne s'agit pas dans ce courrier de débattre au fond des options qui nous divisent sur ce projet.

**Il s'agit de vous suggérer d'appuyer de concert, chacun avec ses interlocuteurs habituels, la reprise d'un dialogue plus conforme à la société modernisée et apaisée à laquelle aspirent nos concitoyens.**

La « commission du dialogue » proposée par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault est un premier geste d'apaisement que nous saluons. Néanmoins, nous doutons de l'efficacité de cette « commission du dialogue » qui aura pour mission « d'exposer le projet (d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes) et d'entendre toutes les parties prenantes<sup>1</sup> ». En effet, cette commission pour fonctionner doit pouvoir remettre en question l'opportunité du projet et permettre à l'ensemble des parties prenantes d'exposer leur vision et pas seulement aux porteurs du projet pour qu'un véritable dialogue s'installe et qu'une étude approfondie, actualisée et diverse du projet soit réalisée afin de servir l'intérêt général.

Des personnalités et des élus écologistes et socialistes se sont, ces derniers jours, exprimés en faveur de la nomination d'un médiateur. Celui-ci pourrait jaloner un parcours de discussion et de dialogue dans lequel chaque partie prenante pourrait accepter d'avance la décision finale pourvu qu'elle ne soit pas imposée d'autorité, ou par le seul argument des forces de l'ordre. Nous pensons que pour que ce dialogue démarre au mieux le retrait des forces de l'ordre du site de Notre-Dame-des-Landes serait une décision préalable.

**C'est à cette démarche de dialogue et d'apaisement que nous sollicitons votre attention et votre soutien dans le plus court délai possible et sous les formes que vous jugez utile d'employer.**

C'est ainsi que nous saurons montrer une forme plus ouverte et plus moderne de démocratie.

En vous remerciant de votre attention, nous vous adressons, chers amis, chers camarades, l'expression de nos convictions de gauche et écologistes.

**Bérengère DAUVIN**, Secrétaire Régionale Europe Écologie Les Verts Basse-Normandie

**Isabelle ATTARD**, Députée du Calvados

**Clara OSADTCHY**, Présidente du groupe des élu-es EELV au Conseil Régional de Basse-Normandie

**Rudy L'ORPHELIN**, Président du groupe des élu-e-s EELV au Conseil Municipal de Caen

---

<sup>1</sup> Extrait du communiqué de Jean-Marc Ayrault du 24/11/2012 intitulé « Engagement du Gouvernement à contribuer au développement économique et social du Grand Ouest »  
<http://www.gouvernement.fr/presse/engagement-du-gouvernement-a-contribuer-au-developpement-economique-et-social-du-grand-ouest>